

# **Réflexion sur le travail de mémoire**

**Les Territoires de la Mémoire**

Service Etudes et Editions  
Coordinateur : Julien Paulus  
Boulevard d'Avroy, 86  
4000 Liège

Dans un article du *Monde diplomatique* daté de mars 2007, l'auteur espagnol José Manuel Fajardo posait le diagnostic d' « Une Espagne encore malade de son passé »<sup>1</sup>. Selon cet auteur, les maux de la société espagnole, en tête desquels il cite la problématique basque et, d'une manière générale, celle du fédéralisme espagnol, ces maux trouveraient leur origine dans le pacte d'amnistie passé entre les différentes forces politiques lors de la transition démocratique opérée par le régime espagnol suite au décès de Franco. L'accord consistait, en substance, à garantir l'impunité aux dignitaires franquistes en échange de leur soutien au nouveau cadre constitutionnel, ce que Fajardo, sur un ton quelque peu ironique, résume comme suit :

*« On pourrait dire que la transition (1975-1982) a consisté, en fait, à ce que les vainqueurs de la guerre civile (1936-1939) se résignent à ne plus persécuter les perdants, en échange d'une promesse : que ces derniers abandonnent tout espoir de les voir un jour rendre compte de leurs crimes<sup>2</sup>. »*

Ce pacte, déni historique et déni de victimes *mais* garant initial de l'instauration de la démocratie en Espagne, fut respecté pendant près de trente ans, toutes tendances politiques confondues. Le mouvement mémoriel auquel on assiste ces dernières années en Espagne est donc une nouveauté : le consensus du silence s'est fissuré et de plus en plus de familles et descendants de victimes de la dictature franquiste exigent que s'exécute un véritable travail de mémoire sur la guerre civile espagnole et les exactions du régime du *Caudillo*. Loin d'exiger la condamnation des coupables dans un élan revancharde, ce mouvement entend plus simplement rendre justice aux victimes, notamment en demandant l'annulation des condamnations arbitraires prononcées par le régime franquiste et, surtout, l'exhumation des milliers de cadavres d'opposants, jetés dans des fosses communes anonymes ce qui priva bon nombre de familles du deuil de leurs membres disparus.

C'est ce dernier aspect qu'éclaire le film *Los Nietos*, admirablement résumé par M. Javier Ortiz en ces termes :

*« Nous ne rouvrons pas de vieilles blessures, contrairement à ce que disent certains en Espagne encore aujourd'hui. Mais nous aidons les familles à les refermer. Depuis toujours les hommes ont cherché à prendre soin de leurs morts, à les honorer. Pour de très nombreuses familles pourtant, le franquisme a empêché le processus de deuil. C'est en fait une double victimisation. Non seulement ils ont assassinés et laissés les morts dans des fosses clandestines, mais ils ont aussi empêché les familles de se souvenir. Aujourd'hui, plus de 30 ans après la mort de Franco, elles peuvent enfin s'y consacrer. »*

Ce travail de mémoire ainsi enclenché permettra-t-il de soigner l' « Espagne malade » décrite par M. Fajardo dans l'article mentionné plus haut ? Nul ne le sait. Toutefois, le cas espagnol rencontré dans le film permet de mettre (à nouveau) en lumière l'importance que revêt le travail de mémoire pour nos sociétés encore traumatisées par l'histoire du XXe siècle. Il permet de prendre conscience de l'utilité toujours actuelle d'une telle démarche et de la nécessité d'étendre cette dernière au-delà de la seule narration historique. Parce que, d'une manière ou d'une autre, de près ou de loin, cette question concerne l'ensemble des acteurs du corps social. Loin d'être l'affaire des seuls historiens, le travail de mémoire comporte au

---

<sup>1</sup> José Manuel FAJARDO, « Une Espagne encore malade de son passé » in *Le Monde diplomatique*, mars 2007, p. 8.

<sup>2</sup> *Ibid.*

contraire de multiples dimensions et traverse un nombre important de champs d'analyse potentiels. Parmi ceux-ci, nous en distinguerons trois qui nous paraissent comme autant d'étapes essentielles inhérentes au processus mémoriel : le champ psychologique, le champ politique et le champ pédagogique.

### **Le champ psychologique**

Le travail de mémoire peut-il être considéré comme une espèce de thérapie collective ? Le film *Los Nietos* souligne cette caractéristique de la volonté de réappropriation par les familles du deuil dont elles furent privées ; certaines depuis près de septante ans. Le retour opéré par l'Espagne sur sa douloureuse histoire passe donc symboliquement par l'exhumation des corps, telle une métonymie d'un passé qui refait surface, et par le travail de deuil qui en résulte.

Dans son ouvrage *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, le philosophe Paul Ricoeur<sup>3</sup> avait déjà fait l'analyse des dégâts potentiels d'une mémoire empêchée en transposant dans le champ de la mémoire collective des catégories et des concepts relatifs à des pathologies mémorielles tirés de la psychanalyse freudienne, à savoir : le *refoulement* et le *deuil*. Pour simplifier, nous dirons que, d'une part, à propos du refoulement, le travail de remémoration du souvenir traumatique refoulé doit libérer le sujet, le réconcilier avec ledit souvenir et empêcher toute compulsion de sa répétition inconsciente. D'autre part, concernant le travail de deuil, celui-ci consiste en une acceptation de la perte de l'objet aimé par l'épreuve de réalité que constitue la prise de conscience de cette perte. Transposés à la mémoire collective, ces deux concepts se rejoignent par leur nécessité commune d'une épreuve de réalité, d'acceptation. Le travail de mémoire représente cette épreuve, ce passage obligé que doit emprunter la mémoire collective dans un mouvement de libération vis-à-vis de certains événements traumatisants du passé. Il représente cette tentative d'acceptation du souvenir et de la perte éventuelle causée par cette acceptation : la bonne conscience ou l'orgueil national, par exemple.

Le travail de mémoire, vu comme une épreuve, ne va donc pas sans heurts. Si, en langage psychanalytique, l'acceptation du souvenir et du deuil éventuel qui s'y rattache peut libérer l'individu, la difficulté se fait plus grande quand il s'agit de transposer ce processus à la mémoire collective car cette dernière est avant tout source d'identité. Remettre en question la mémoire d'une société, s'interroger sur son passé, c'est questionner ce qui constitue les fondements (récits, images, événements, légendes) par lesquels celle-ci s'institue en tant que société. Le travail de mémoire comporte donc une dimension politique dans la mesure où son action, en mettant en lumière des aspects du passé de la société, est susceptible de perturber ce qui est établi comme « vérité instituée » et partant de modifier la perception de ce qui fonde son identité.

### **Le champ politique**

Lors du colloque organisé le 24 octobre dernier par les Territoires de la Mémoire autour de la question de la transmission de la mémoire, le politologue Jérôme Jamin nous rappelait, d'une part, l'importance pour une société d'un imaginaire collectif fondé sur des valeurs, des images et des récits rassembleurs et, d'autre part, le rôle joué par les gouvernements, les institutions

---

<sup>3</sup> Voir Paul RICOEUR, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2003, pp. 82-97.

gouvernantes, dans l'instauration et la conservation de cet imaginaire collectif, et donc d'une mémoire et d'une identité collectives.

*« Une société, affirmait-il, ne peut exister qu'à condition d'avoir un certain nombre de significations imaginaires sociales en commun. La mémoire collective qui fait consensus et les mémoires sélectives en débat font partie intégrante de l'imaginaire de la société. Pour exister, pour se représenter, pour se percevoir comme une entité cohérente, la société mobilise un imaginaire collectif qui comprend notamment une certaine perception du passé et une certaine mémoire à entretenir vis-à-vis de certains faits et événements. [...] Et si une communauté, un réseau, les membres d'une ASBL, un milieu professionnel, peuvent tous plus ou moins partager un imaginaire spécifique qui les rassemble, s'il peuvent tous plus ou moins influencer, décider d'influencer le contenu de cet imaginaire, force est de constater que les gouvernements restent les acteurs les plus forts et les plus puissants pour construire un imaginaire et pour tenter d'en orienter le contenu et l'évolution dans le temps<sup>4</sup>. »*

Dans le contexte démocratique, cette « instrumentalisation » par les Etats de l'imaginaire collectif n'est en rien offensante. Elle procède au contraire d'une nécessité d'organiser la mémoire et l'identité collectives autour d'un certain nombre de valeurs communes mais aussi de faits historiques qui favorisent le consensus et l'harmonie relative du « vivre ensemble ». Les « vérités officielles » ainsi établies ne sont aucunement le fruit d'un quelconque complot mais le produit de la nécessité de donner du sens à la société dans laquelle nous vivons. Il ne faudrait donc pas y voir de mauvaises intentions car, contrairement aux systèmes totalitaires où l'imaginaire collectif se voudrait immuable, irréprochable, inattaquable, il est toujours possible, dans nos sociétés démocratiques, d'exercer un droit de regard critique sur notre passé, nos valeurs, nos fondements. Par l'exhumation de souvenirs, de faits historiques parfois laissés de côté, le travail de mémoire participe de ce questionnement, de ce regard critique voire, le cas échéant, de la remise en cause de certaines « vérités instituées » au sujet desquelles il invite le corps social à faire le deuil<sup>5</sup>. Il constitue dès lors une démarche qui s'inscrit résolument dans le débat de société et suscite parfois la polémique par les changements dans l'imaginaire collectif qu'il entend opérer.

A titre d'exemple concernant la Belgique, citons le récent rapport du CEGES qui remet en cause l'attitude de notre pays sous l'Occupation, le faisant passer du statut jusqu'ici communément admis de « victime » à celui, moins envieux, de « docile ». Ou encore, la reconnaissance – du bout des lèvres, certes – d'une responsabilité morale des autorités belges dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre congolais Patrice Lumumba, reconnaissance qui écorne l'image de la puissance coloniale bienveillante. Citons enfin la reconnaissance par le président Chirac, en 1995, de la responsabilité de l'Etat français dans les déportations de Juifs vers Auschwitz, mettant à mal le mythe du « résistancialisme » mis en place par le général De Gaulle. L'exemple espagnol ne fait pas exception. Le travail de mémoire initié en Espagne

---

<sup>4</sup> Extrait du colloque « Transmettre la mémoire... mais comment ? » organisé à Liège le 24 octobre 2007.

<sup>5</sup> Le deuil dont il est question ici est celui dont parle Paul Ricoeur quand il entend transposer le concept interpersonnel tiré de la psychanalyse dans le champ de la mémoire collective : « S'agissant des blessures de l'amour propre national, on peut parler à juste titre d'objet d'amour perdu. C'est toujours avec des pertes que la mémoire blessée est contrainte à se confronter. Ce qu'elle ne sait pas faire, c'est le travail que l'épreuve de réalité lui impose : l'abandon des investissements par lesquels la *libido* ne cesse d'être reliée à l'objet perdu, tant que la perte n'a pas été définitivement intériorisée. Mais c'est aussi le lieu de souligner que cette soumission à l'épreuve de réalité, constitutive du véritable travail de deuil, fait aussi partie intégrante du travail du souvenir. » Cf. Paul RICOEUR, *op. cit.*, pp. 96-97.

avec l'exhumation des fosses communes des corps anonymes de victimes du franquisme va évidemment beaucoup plus loin qu'une volonté de permettre aux familles de faire le deuil. Il remet explicitement en question l'un des plus importants consensus de la société espagnole, celui du « pacte du silence » que nous avons mentionné plus haut et qui faisait indéniablement partie de l'imaginaire collectif ibérique – ne fût-ce que de façon inconsciente. Le désir de recueillement s'est ensuite mué en une volonté politique de reconnaissance du passé, de regard critique sur les vérités officielles et de lutte contre l'oubli. Le mouvement a finalement abouti en octobre 2007 au vote d'une loi sur la mémoire reconnaissant les victimes de la dictature et censée parachever la « défranquisation ».

## **Le champ pédagogique**

La dimension politique du travail de mémoire est donc manifeste, indéniable. Mais on ne peut se contenter d'une mémoire qui ne ferait l'objet d'aucune pédagogie critique, notamment dans une optique de transmission et d'éducation à la citoyenneté. Une meilleure connaissance du passé et l'acceptation de celui-ci ne peuvent constituer des objectifs en soi. S'il est bien entendu important pour des victimes ou leurs descendants d'être reconnus dans leur souffrance, il n'est cependant pas suffisant, nous semble-t-il, d'un point de vue citoyen, de se satisfaire de commémorations officielles – sans toutefois vouloir minimiser leur importance. Le travail de mémoire n'a de sens que s'il s'accompagne d'une analyse critique de la société contemporaine, avec pour but d'agir sur le présent et de transmettre des valeurs héritées des leçons du passé afin de mieux préparer l'avenir. Les acteurs « critiques » de la mémoire (historiens, pédagogues, associations) ont ainsi un rôle à jouer dans la contextualisation et l'explication des événements historiques, mais aussi dans la mise en perspective du passé avec le présent et la valorisation des enseignements que cette mise en perspective nous apporte.

Cette démarche est celle d'une association comme les Territoires de la Mémoire. Créée en 1993, en réaction à la percée électorale de l'extrême droite aux élections législatives de 1991, notre association a fait d'emblée le choix de la pédagogie et de la tolérance, afin de contrer les mensonges et la haine. Parce que les leçons du passé ne peuvent être oubliées, qu'il s'agisse de la Shoah, de la guerre civile espagnole et de la dictature franquiste, du génocide rwandais ou des massacres en ex-Yougoslavie. Nous devons tous rester conscients que la connaissance de l'histoire et le développement de l'esprit critique sont deux éléments indissociables si l'on veut vraiment que notre société aille vers un modèle plus tolérant et humain et éviter que l'Histoire se répète tragiquement.

Le travail de mémoire, démarche humaniste aux dimensions politiques, pédagogiques, sociales et autres, se veut un outil méthodologique au service du citoyen, dans son combat pour une société plus juste, plus tolérante et plus égalitaire. Il l'invite à regarder le passé, l'étudier et en tirer des enseignements utiles à l'édification d'un « vivre ensemble » meilleur. Toutefois, à ce stade de la réflexion, une question reste toujours en suspens : comment, dans une pédagogie se voulant positive et résolument tournée vers l'avenir, concilier le souvenir du pire avec l'espoir du meilleur ou, pour citer un titre de Tzvetan Todorov, associer « mémoire du mal et tentation du bien<sup>6</sup> » ? Todorov pose la question en ces termes :

---

<sup>6</sup> Tzvetan TODOROV, *Mémoire du mal, tentation du bien : enquête sur le siècle*, Paris, Robert Laffont, 2000.

« L'humanisme moderne – un humanisme critique – se distinguent par deux caractéristiques, toutes deux banales sans doute, mais qui tirent leur force de leur coprésence même. La première, c'est la reconnaissance de l'horreur dont sont capables les êtres humains. L'humanisme, ici, ne consiste nullement en un culte de l'homme, en général ou en particulier, en une foi dans sa noble nature ; non, le point de départ, ici, ce sont les camps d'Auschwitz et de Kolyma, la preuve la plus grande qui nous ait été donnée en ce siècle du mal que l'homme peut faire à l'homme. La seconde caractéristique est une affirmation de la possibilité du bien : non du triomphe universel du bien, de l'instauration du paradis sur terre mais d'un bien qui conduit à prendre l'homme, dans son identité concrète et individuelle, comme fin utile de son action, à le chérir et à l'aimer. (...) Comment réconcilier cette absence d'illusions sur l'homme, d'une part, avec ce maintien de l'homme comme but de l'action, d'autre part ? Tel est le défi que doivent relever les humanistes modernes, les humanistes d'après Kolyma et d'après Auschwitz<sup>7</sup>. »

Le challenge est de taille, la réflexion à mener profonde. Ce défi sera celui de l'avenir pour les Territoires de la Mémoire, ainsi que pour tous les « passeurs de mémoire », d'Espagne, de Belgique et d'ailleurs.

---

<sup>7</sup> *Idem*, p. 333.